

Rapport du directeur exécutif

de la Commission de coopération environnementale



*Présenté dans le cadre de la XXV^e session
ordinaire du Conseil de la CCE à Oklahoma City*



Message du **directeur exécutif**

Je suis heureux de présenter ce rapport sommaire sur certaines des activités et réalisations du Secrétariat de la CCE pour la période de juillet 2017 à juin 2018. Le rapport illustre les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Plan opérationnel pour 2017 et 2018 approuvé en juin 2017 à Charlottetown, au Canada, de même que l'engagement et le dévouement du personnel du Secrétariat et la contribution de la société civile à la promotion des priorités environnementales du Canada, du Mexique et des États-Unis.

Le Secrétariat, l'un des trois organes constitutifs de la CCE, a pour mandat de fournir un soutien technique, administratif et opérationnel au Conseil, au Comité consultatif public mixte (CCPM) et aux comités directeurs et groupes de travail de la CCE. Depuis 1994, il soutient les travaux concertés des trois pays, comme le montrent les plans stratégiques et opérationnels, et contribue à l'examen de nouvelles questions environnementales auxquelles les trois pays ont convenu de s'attaquer à l'échelle continentale.

À titre de directeur exécutif, mon travail consistait à solidifier les éléments clés de notre rôle crucial dans la région. Durant la période visée par ce rapport, nous avons également mené des activités dans le cadre de la transformation de la CCE compte tenu des nouvelles priorités.

Comme tous les membres du Secrétariat, je suis persuadé que la coopération entre les trois pays permettra l'amélioration continue de l'environnement et le développement durable en Amérique du Nord.

César Rafael Chávez
Directeur exécutif

Faits saillants de la **coopération trilatérale**

Le mois de juin 2017 a marqué l'achèvement du Plan opérationnel pour 2015 et 2016 et le lancement de dix nouveaux projets dans le cadre du Plan opérationnel pour 2017 et 2018. Je vous présente ci-après quelques-unes de nos réalisations des douze derniers mois dans le cadre de nos initiatives et projets concertés.

Conseils pratiques pour mesurer et réduire **les pertes et le gaspillage d'aliments**



En décembre dernier, à la suite d'une recherche exhaustive menée de 2015 à 2017, nous avons produit un rapport détaillé et un livre blanc sur la perte et le gaspillage d'aliments au Canada, au Mexique et aux

États-Unis, documents qui ont été rendus publics en mars 2018. Un autre rapport tout aussi exhaustif et un livre blanc sur les déchets organiques en Amérique du Nord ont été diffusés au même moment. Le rapport sur la caractérisation et la gestion des pertes et du gaspillage d'aliments en Amérique du Nord font état des effets néfastes de la perte et du gaspillage d'aliments sur les plans environnemental et socioéconomique, et des mesures que les secteurs industriel, commercial et institutionnel, les gouvernements et les organismes non gouvernementaux peuvent prendre pour atténuer ces effets. Selon le rapport, 168 millions de tonnes de nourriture sont gaspillées chaque année en Amérique du Nord et, globalement, la plus grande partie de ce gaspillage soit 67 millions de tonnes/année, est attribuable aux consommateurs; les secteurs industriel, commercial et institutionnel gaspillent 52 millions de tonnes, tandis que 49 millions de tonnes sont gaspillées à l'étape de la pré-récolte.

Forte de ces travaux, la CCE cherche maintenant à mesurer efficacement les pertes et le gaspillage d'aliments dans la chaîne alimentaire nord-américaine, à calculer les impacts environnementaux et socioéconomiques et à fournir des outils de prévention et de réduction du gaspillage et de ses impacts sur la sécurité alimentaire, l'économie et l'environnement. Jusqu'à maintenant, un groupe de spécialistes nord-américains formé d'intervenants internationaux de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire a été mis sur pied. Ce groupe a apporté une contribution essentielle, surtout lors de la première réunion en personne qui a eu lieu du 15 au 17 mai 2018 à Mexico, en vue de la préparation de deux documents—un rapport technique et un guide pratique—sur les pratiques exemplaires en matière de mesure des pertes et du gaspillage d'aliments et de calcul de leurs impacts environnementaux et socioéconomiques, conformément aux normes internationales.

Collaboration avec les fournisseurs de l'industrie pour améliorer le **rendement énergétique grâce à la norme ISO 50001**

La CCE travaille en collaboration avec l'industrie pour améliorer la gestion et le rendement énergétiques, réduire les coûts énergétiques et promouvoir une plus grande compétitivité à cet égard dans certains secteurs industriels de l'Amérique du Nord grâce à l'adoption par les chaînes d'approvisionnement de la norme internationale de gestion énergétique ISO 50001. Le Programme pilote nord-américain de gestion de l'énergie a pris fin en juin 2017. En tout, 18 installations de 9 entreprises nord-américaines ont suivi un programme de formation de 18 mois sur la norme de gestion énergétique ISO 50001 et le programme *Superior Energy Performance*[®].

L'amélioration du rendement énergétique et la réduction des coûts des chaînes d'approvisionnement permettent de **renforcer la compétitivité**

Inspirée par le succès de ce programme, la CCE met maintenant à l'essai un modèle de déploiement de la norme ISO 50001 au sein des chaînes d'approvisionnement, chez des fournisseurs (p. ex., des secteurs de l'automobile et de l'acier) en Amérique du Nord. L'amélioration du rendement énergétique et la réduction des coûts des chaînes d'approvisionnement permettent de renforcer la compétitivité et apportent des avantages environnementaux considérables grâce à la réduction des émissions de polluants. Nous avons créé un programme de formation adapté aux chaînes d'approvisionnement, programme que nous avons fait connaître pour recruter des participants. Dix-huit associations et fabricants du secteur de l'automobile, ainsi que plusieurs entreprises d'autres secteurs ont été contactés. La CCE met actuellement la dernière main à l'entente de partenariat avec un fabricant automobile et sa chaîne d'approvisionnement, et la formation commencera à l'été 2018. Les documents connexes, y compris le 50001 Ready Navigator et 25 documents d'appui, sont prêts. Les renseignements sur le projet de la CCE et d'autres ressources ont été communiqués par le biais des réseaux et associations de chaque pays, et par d'autres partenaires.

Promotion de la science et des mesures de **conservation des papillons monarques et d'autres pollinisateurs**

Les populations de papillons et celles d'autres pollinisateurs ont connu un important déclin ces dernières années, ce qui a amené les trois pays de l'Amérique du Nord à prendre des mesures sans précédent pour les préserver. Consciente du rôle fondamental que jouent les pollinisateurs dans la production de nos cultures vivrières et des avantages qu'apporte l'afflux de monarques dans les sites d'hivernage du Mexique pour les collectivités locales sur les plans de l'économie et de l'écotourisme, la CCE s'appuie sur les initiatives antérieures et actuelles pour renforcer la coopération trinationale et développer les connaissances pour la préservation efficace de ces espèces.

Les activités de surveillance du monarque dans les trois pays ont fait l'objet d'un sommaire et le *Trinational Monarch Conservation Science Partnership* (partenariat scientifique trinational

pour la conservation du monarque), mis sur pied avec le soutien de la CCE, veille à la coordination trinationale de la recherche scientifique sur le monarque. L'Atelier sur la recherche et la surveillance du monarque, tenu à Montréal du 6 au 8 février 2018, a mené à l'établissement d'un plan de travail trinational approuvé par les représentants des gouvernements participant au projet. Deux études utilisant des protocoles de surveillance biologique approuvés par les trois pays sont menées dans le cadre d'une stratégie de surveillance continentale; chacune de ces études porte sur le manque de connaissances dans un domaine prioritaire (le lieu de naissance des monarques qui hivernent et les sources de nectar pour les monarques et les pollinisateurs). Un webinaire sur le *Trinational Monarch Knowledge Network* (Réseau trinationale de connaissances sur le monarque) a eu lieu le 7 juin 2018 pour discuter d'une proposition visant la création d'une plateforme où les organismes de surveillance des monarques et de l'asclépiade pourraient ajouter de l'information dans une base de données ouverte et normalisée à l'appui du renforcement des mesures de conservation du monarque.

Renforcement de la capacité locale en matière de prévention, de réduction et de gestion des déchets avant qu'ils ne deviennent des **déchets marins**



Les déchets marins constituent un problème planétaire qui a une incidence sur l'économie mondiale, la santé humaine et la productivité de l'environnement marin. L'Amérique du Nord est un important producteur de déchets terrestres qui se retrouvent dans le milieu marin. L'essentiel des déchets marins proviennent des ordures courantes qui migrent des terres côtières vers les cours d'eau, puis se retrouvent dans nos océans. Grâce à une approche communautaire transfrontalière, la CCE renforce les capacités locales dans un bassin versant canado-américain et un autre, américano-mexicain, pour prévenir, réduire et gérer les déchets terrestres avant qu'ils ne polluent les cours d'eau et les océans.

Au début de 2018, la CCE a recruté 98 citoyens (dont 55 jeunes) pour des activités de collecte de données sur les déchets marins dans deux sites pilotes, soit le bassin versant du fleuve Tijuana et le bassin versant de la mer des Salish. Des rapports faisant état des débris terrestres présents dans chaque bassin versant, établissant les principales sources, la composition et les zones d'accumulation des débris ont été présentés à des groupes d'intervenants locaux en mai 2018. Ces intervenants ont dressé une liste de solutions simples et peu coûteuses à appliquer dans les sites pilotes; la mise en œuvre de mesures choisies commencera à l'été 2018.



Aide aux collectivités dont l'économie dépend des **aires marines protégées à s'adapter aux changements dans l'environnement côtier**

Pour gérer efficacement les écosystèmes marins, il faut une collaboration transfrontalière pour trouver des solutions aux problèmes et réagir plus efficacement aux changements dans l'environnement marin, comme l'acidification des océans et la modification du territoire des espèces. Le maintien d'aires marines protégées (AMP) en santé est essentiel aux collectivités locales et aux nations autochtones dont le bien-être est lié aux services et aux ressources fournis par les AMP. À partir de ses travaux visant à déterminer la vulnérabilité des écosystèmes côtiers, la CCE s'attache à fournir une orientation pratique aux spécialistes des AMP pour garantir le maintien de la santé des aires marines protégées et des avantages économiques qu'elles procurent aux collectivités côtières.

Le maintien d'aires marines protégées en santé est essentiel aux collectivités locales et aux nations autochtones

Nous sommes en train de constituer une trousse d'outils pour l'atténuation des impacts côtiers et l'adaptation à ces impacts; les spécialistes des AMP et les localités auront accès à la trousse en ligne. Nous favorisons une collaboration plus étroite entre les AMP : deux ateliers sur des aires jumelles sont prévus à l'automne 2018; à cette occasion, des plans de travail concertés seront définis pour la gestion des AMP de la côte du Pacifique (un pour les aires jumelles Canada-États-Unis et un pour les aires jumelles États-Unis-Mexique). En outre, le groupe de spécialistes du Réseau nord-américain des aires marines protégées (RNAAMP) se réunira pour planifier la suite des mesures de promotion de ce réseau trinational de sites marins, d'institutions et de collectivités locales.

Promotion de la conservation des espèces sauvages par le **commerce durable**

La CCE réunit des spécialistes du Canada, du Mexique et des États-Unis pour la promotion du commerce durable de quatre groupes d'espèces/essences nord-américaines visées par l'annexe II de la CITES—requins, mygales, tortues et bois d'œuvre—afin de démontrer en quoi leur commerce légal, durable et traçable peut favoriser leur conservation et la subsistance des collectivités locales qui en dépendent. La Commission encourage également les gens à demander davantage d'information sur les espèces qu'ils envisagent d'acheter ou de vendre. Ce projet est mené en partenariat avec les autorités étatiques, provinciales et locales, le secteur privé et des communautés autochtones.

Les participants à un atelier tenu du 26 au 28 septembre à Montréal, au Canada, ont choisi les mesures prioritaires à appliquer dans le cadre des plans d'action élaborés pour le projet de 2017 et 2018 relativement aux requins, aux mygales, au bois d'œuvre et aux tortues. À ce jour, trois mesures ont été mises en œuvre relativement aux mygales (évaluation et atelier de l'UICN, atelier sur le commerce trinational et l'application des lois, guide d'identification des mygales) et deux sont en cours (recueil de données sur certaines espèces de requin, et atelier de formation sur l'identification des ailerons de requin, qui doit avoir lieu du 10 au 12 juillet 2018).

La CCE a lancé un site Web qui fournit de l'information sur les objectifs du projet, les activités et les possibilités de partenariat et de participation communautaire (www3.cec.org/cites/fr/). Des informations et des publications seront ajoutées au site tout au long du projet. Des documents ont également été produits pour sensibiliser les gens à l'importance du commerce légal d'espèces visées par la CITES et faire connaître les principaux objectifs du projet, le site Web et les publications connexes.

Cartographie de la couverture terrestre de l'Amérique du Nord pour comprendre les modèles à l'échelle continentale



Une nouvelle carte produite dans le cadre du Système nord-américain de surveillance des changements dans la couverture terrestre (NALCMS, selon l'acronyme anglais), un partenariat entre des services de cartographie des trois pays facilité par la CCE, a été rendue publique en novembre 2017. Créée à partir d'images provenant d'observations satellitaires à une résolution de 30 mètres, cette carte de la couverture terrestre est le fruit d'une collaboration visant à aider les utilisateurs à mieux comprendre la dynamique et les

modèles de la couverture terrestre de l'Amérique du Nord à une échelle continentale à une nouvelle résolution spatiale qui permet de faire des analyses régionales et locales. Elle servira également de référence pour l'observation future des changements dans la couverture terrestre. Depuis sa diffusion, on a enregistré 2 211 téléchargements de la carte.

À partir de cette ressource, l'*Office of Research and Development* (Office de la recherche et du développement) de l'*Environmental Protection Agency* (EPA, Agence de protection de l'environnement) des États-Unis cherche une façon d'utiliser les changements dans la couverture terrestre pour améliorer les modèles utilisés par l'EPA pour l'évaluation du cycle de vie et créer une banque terminologique à partir des 19 catégories de couverture terrestre du NALCMS. Par ailleurs, grâce à sa collaboration avec le NALCMS, l'équipe du Centre canadien de cartographie et d'observation de la Terre a reçu un prix de reconnaissance pour la carte de la couverture terrestre du Canada qu'elle a produite et pour sa participation à l'initiative du NALCMS.

Le NALCMS est un élément de l'Atlas environnemental de l'Amérique du Nord, un outil créé par la CCE qui regroupe des cartes, des données et des couches cartographiques interactives pour faciliter la visualisation de données environnementales à l'échelle du continent. Le site Web de l'Atlas reçoit environ 2 000 visites par année.

Partenariat nord-américain pour l'action communautaire en environnement

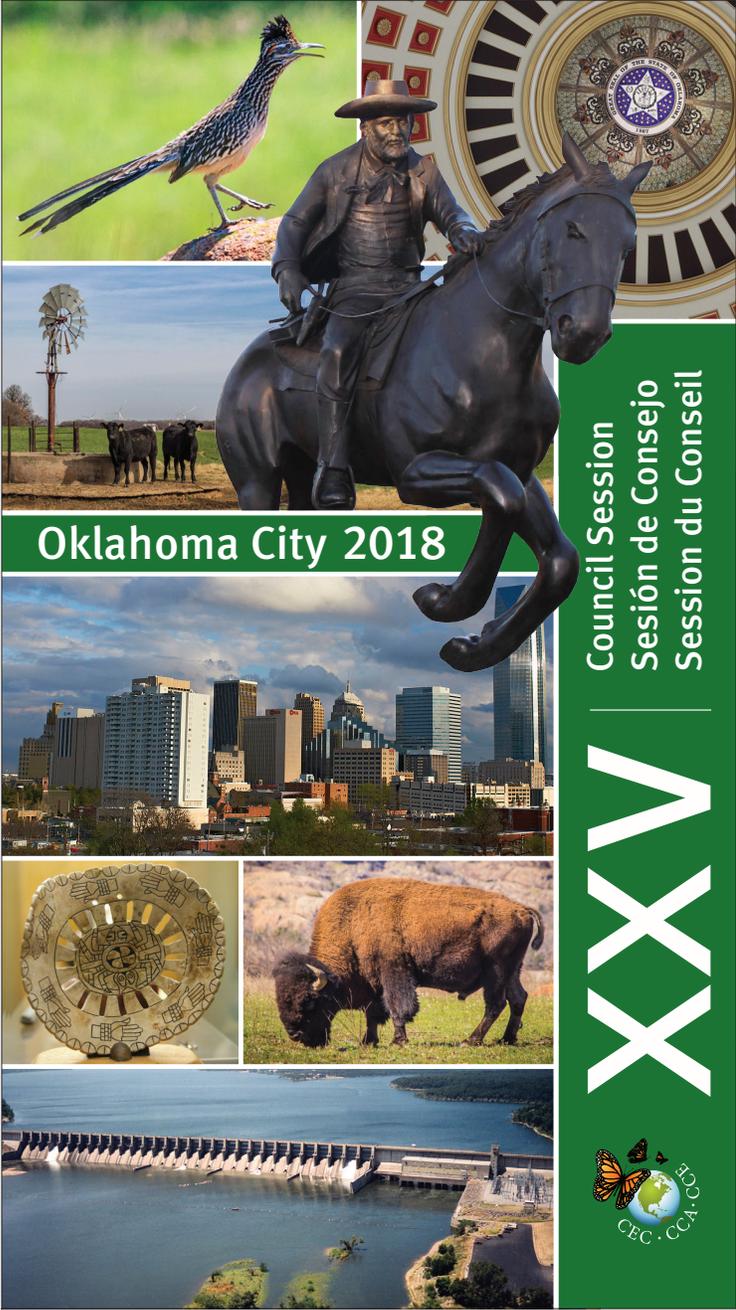
En août 2017, le Conseil a approuvé le quatrième cycle de subventions dans le cadre du Partenariat nord-américain pour l'action communautaire en environnement (PNAACE) et lancé une Demande de propositions de projets communautaires mettant l'accent sur l'innovation et les partenariats pour la croissance verte, afin de promouvoir un développement économique respectueux de l'environnement tout en réduisant la pression sur les ressources naturelles et en favorisant des modes de production et de consommation plus durables.

Après le processus d'examen et de sélection qui s'est déroulé en novembre 2017, neuf projets ont reçu une aide financière totale de 600 000 \$CAN. Les organismes bénéficiaires ont pu entreprendre leurs travaux au début du mois de décembre.

Tous les projets comportent un volet « innovation », mais deux intègrent également les connaissances écologiques traditionnelles. Les promoteurs de cinq projets travaillent

en étroite collaboration avec des groupes autochtones dans les trois pays pour renforcer leur capacité de réagir aux défis environnementaux locaux. Ces subventions devraient avoir un impact favorable et produire des résultats mesurables à l'échelon communautaire pendant la période où le PNAACE apportera son soutien. Les projets prendront fin au début de décembre 2018.

L'aide financière octroyée par le Conseil de la CCE à des organismes sans but lucratif et non gouvernementaux (ONG), à des groupes environnementaux, à des établissements d'enseignement de même qu'à des groupes et communautés autochtones de partout en Amérique du Nord a directement contribué à l'essor de la prochaine génération de gardiens de l'environnement. Selon l'évaluation du PNAACE, les organismes subventionnaires ont pu obtenir des fonds d'autres sources, multipliant ainsi par trois l'investissement de la CCE dans les projets communautaires dans le domaine de l'environnement.



Oklahoma City 2018

Council Session
Sesión de Consejo
Session du Conseil

XXXV

